L'opium du peuple qui a renoncé

→ liberation.fr/debats/2017/09/18/l-opium-du-peuple-qui-a-renonce_1597230

18/09/2017

Aux Etats-Unis, la mort par overdose est devenue, en 2016, la première cause de décès des moins de 50 ans. Alors que l'excès de drogues avait tué 4 000 personnes en 1999, moins de vingt ans plus tard plus de 62 000 d'entre elles en sont mortes. Et les chiffres continuent à augmenter, d'année en année. L'essentiel de ces décès est dû aux opiacées, et aux puissants antidouleurs contenant des dérivés de l'opium, naturels ou de synthèse. Ces médicaments ont été massivement prescrits dès les années 90, à une époque où leurs effets addictifs étaient largement sous-estimés, tant par les laboratoires pharmaceutiques que par les autorités sanitaires. Qui plus est, «l'épidémie des opioïdes» n'est pas seulement un désastre en termes de santé publique. Ses dégâts sur l'économie sont aussi considérables.

Les Etats-Unis sont régulièrement mis en avant pour leur taux de chômage de 4,3 %, laissant croire que l'économie est au plein-emploi. Mais ce chiffre est trompeur, car il en cache un autre bien moins favorable. Le taux de participation, qui mesure au sein de la population en âge de travailler, la part de celles et ceux en emploi ou en recherche d'emploi, est quant à lui très faible, déclinant depuis le début des années 2000 pour atteindre fin 2015 62 %. Au sein de l'OCDE, seule l'Italie fait pire. Certes, le chômage est bas, mais des dizaines de millions de travailleurs potentiels, non seulement ont cessé de travailler, mais ont même renoncé à essayer de trouver un emploi.

Même si ce retrait du marché du travail est concomitant de l'épidémie des opioïdes, il n'est pas évident d'établir un lien entre les deux phénomènes. Cela reste pourtant l'un des résultats frappants d'un récent article d'Alan B. Krueger (1). Ce spécialiste reconnu de l'économie du travail, qui avait notamment montré avec David Card que dans certaines situations, l'instauration d'un salaire minimum pouvait inciter des travailleurs retirés du marché de l'emploi à y retourner. Dans sa récente étude, Krueger s'interroge sur les raisons de la baisse continue, depuis plusieurs décennies, du taux de participation aux Etats-Unis. Environ la moitié des hommes entre 25 et 54 ans, qui ont renoncé à travailler, souffrent de sérieux problèmes de santé; toujours près de la moitié d'entre eux consomme quotidiennement des médicaments contre la douleur, pour la plupart prescrits par un médecin. L'analyse de Krueger montre que la participation au marché du travail a baissé davantage là où le taux de prescription de ces médicaments était le plus élevé. Même si un tel lien n'établit pas que l'une est due à l'autre, ni l'inverse, ces résultats vont dans le même sens que ceux d'Anne Case et Angus Deaton, qui avaient relevé une augmentation de la mortalité chez les individus blancs, non hispaniques, les moins éduqués. Ces «morts du désespoir» sont pour une grande part dus à l'abus de drogues, d'alcool, ou au suicide; et elles révèlent aussi une grande isolation, un moindre taux de mariage, et une faible participation au marché du travail.

Rassemblés, ces faits dessinent un sombre portrait des Etats-Unis, où des pans entiers de la population sont des laissés-pour-compte. Il montre aussi à quel point la santé influence de nombreux comportements, conditionne l'activité, le revenu et le niveau de vie. Négliger la santé publique, c'est aussi empêcher des millions d'individus de contribuer à la production de richesses. Suffit-il pour autant de garantir, par une assurance santé universelle, un accès aux soins pour tous ? Loin de là. Car ce que montre aussi l'analyse de Krueger, c'est qu'une part importante de la consommation d'opiacés est due à des prescriptions trop fréquentes, favorisées par la couverture santé. Il importe aussi de réguler l'offre de soins pour éviter de telles dérives. Au-delà du système de soins, il faut surtout s'attaquer aux déterminants sociaux des inégalités de santé. De plus en plus d'analyses montrent qu'il est nécessaire d'agir dès la petite enfance, notamment auprès des plus défavorisés. Et même si de tels programmes sont coûteux, certains améliorent la santé de manière durable, favorisent l'éducation et l'accès à de meilleurs emplois, bénéficiant aussi à l'économie.

(1) «Where Have All the Workers Gone? An Inquiry Into the Decline of the US Labor Force Participation Rate», *Brookings Papers on Economic Activity*, September 2017.

Pierre-Yves Geoffard professeur à l'Ecole d'économie de Paris, directeur d'études à l'EHESS.